

Impôt sur le revenu—Loi

les bonbons, toutes les friandises qui ont rapporté au gouvernement 60 millions de dollars de plus, sur une base annuelle.

On a augmenté la taxe de vente de 8 à 12 p. 100 sur la peinture, le papier peint, les jouets. On a haussé la taxe d'accise sur l'essence à quatre reprises, monsieur le Président. D'abord, 2c. le litre de plus le 3 septembre 1985, 1c. le litre de plus le 1^{er} janvier 1987, un autre cent le litre le 17 février, et un autre cent le 1^{er} avril 1988. Tout cela pour un total de 5c. le litre, ou au-delà de 23c. le gallon. Hausse de la taxe de vente sur l'essence avec plomb pour l'égaliser à celle de l'essence sans plomb. Hausse progressive des taxes sur le transport aérien; hausse des droits sur l'alcool et le tabac, qui ont augmenté à quatre reprises entre le 24 mai 1985 et le 1^{er} janvier 1988. Monsieur le Président, une taxe qui est abominable, à mon sens, c'est la taxe de 10 p. 100 sur les appels interurbains, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1988 et qui frappe d'une façon incroyable tous ceux et celles qui vivent dans les centres éloignés et qui doivent faire appel à l'interurbain pour rejoindre soit leur médecin, leur comptable, leur magasin général, une taxe qui a été levée et qui va représenter des revenus additionnels de un milliard de dollars et qui va affecter énormément le développement régional à travers le pays. Ces augmentations de taxes ont toutes été apportées par le gouvernement conservateur, depuis 1984.

Que dire maintenant de l'impôt direct sur les revenus? On a d'abord désindexé partiellement les tables d'impôts, ce qui a augmenté d'un coup sec de 635 millions les charges fiscales pour les familles. Ces 635 millions, la première année, en janvier 1986, signifient qu'en 1987 cela représente le double, et en 1988, le triple, monsieur le Président. Ce qui fait qu'au-delà de deux milliards de dollars additionnels d'impôts sont payés par les contribuables canadiens, en 1988, à cause de cette décision du ministre des Finances.

On a éliminé le dégrèvement fiscal: un autre 650 millions de dollars. On a éliminé la déduction pour les régimes enregistrés d'épargne-logement: 100 millions. La surtaxe temporaire de 5 et 10 p. 100, puis la surtaxe générale permanente de 3 p. 100. On a apporté des changements au régime fiscal des dividendes. On a changé des exemptions pour les personnes mariées. Monsieur le Président, toutes ces hausses de taxes ont été imposées par un gouvernement qui avait pris, devant l'opinion publique, l'engagement solennel de ne pas augmenter les taxes.

Si on additionne toutes ces taxes, monsieur le Président, savez-vous combien cela représente? Cela représente 26.7 milliards de nouvelles taxes pour un gouvernement qui avait promis de ne pas augmenter les impôts des contribuables. Et quand on vient nous dire après cela, comme l'a fait le ministre des Finances la semaine passée, qu'il a réussi, que son déficit serait de 28 milliards au lieu de 29 milliards, quelle attitude de la part du ministre des Finances qui venait d'augmenter les taxes de 26 milliards! Et il se pète les bretelles d'avoir réussi à abaisser son déficit de un milliard.

Monsieur le Président, je reviendrai tout à l'heure sur la question du déficit. Mais depuis quelques jours, depuis quelques semaines, les milliards volent à gauche et à droite. Avons-nous eu dans cette Chambre un rapport d'étapes du ministre des Finances? Comment ce gouvernement peut-il annoncer des milliards et des milliards, et ne jamais donner à cette Chambre un état des revenus et dépenses pour les cinq prochaines

années? Le truc est très simple, monsieur le Président. C'est qu'à chaque fois qu'on annonce des milliards, on les fait porter sur des années à venir, de telle sorte que l'année en cours ne sera pas affectée. L'année suivante va être affectée très marginalement, mais un peu plus tard les factures vont arriver, et à ce moment-là ce gouvernement, qui se pète les bretelles d'avoir abaissé le déficit, sera obligé de montrer à la population canadienne son vrai visage, ou d'autres s'en chargeront au cours des prochaines années.

● (1140)

[Traduction]

Avec ces mesures, on travaille, selon l'Institut Fraser, de plus en plus longtemps pour payer nos impôts, depuis 1984. On en est libéré aujourd'hui le 10 juillet, ce qui veut dire que la famille moyenne travaille plus de six mois uniquement pour payer ses impôts fédéraux, provinciaux et municipaux, directs et indirects, visibles et cachés. Le gouvernement n'a rien fait pour renverser cette tendance. Au moins, ces impôts pourraient être perçus avec équité, mais malheureusement ce n'est pas le cas. De plus, il s'agit des impôts perçus actuellement.

Si l'on songe que les déficits ne sont que des impôts différés, le contribuable moyen travaillera de 1^{er} janvier au 12 août uniquement pour payer ses impôts.

[Français]

La réponse à cette question: Pourquoi le gouvernement n'a-t-il rien fait? Je dirai, monsieur le Président, que quand on regarde les augmentations de taxes qui ont été apportées par ce gouvernement, quand on regarde ce qui s'est passé au cours des dernières années, on s'aperçoit que ce gouvernement ne fait que tromper l'électorat canadien.

[Traduction]

En dépit de ces nombreuses augmentations d'impôt, les finances publiques restent extrêmement vulnérables à la moindre baisse de l'activité économique. Le gouvernement se vante d'avoir réussi à réduire le déficit, mais en fait, il n'a pas préparé l'économie canadienne au ralentissement inévitable qui, d'après les craintes de beaucoup d'économistes, se produira dès l'an prochain.

Malgré six années de fortes croissance, attribuables à la conjoncture économique générale, et malgré d'importantes augmentations d'impôt depuis quatre ans, le déficit se situe encore autour de 28 ou 29 milliards de dollars. La dette publique s'élève maintenant à plus de 320 milliards de dollars ou à plus de 25 000 \$ par contribuable.

M. Hockin: C'est à cause de la dette que vous avez quitté.

M. Garneau: Cette dette a augmenté de 80 p. 100 depuis que les Conservateurs sont au pouvoir. J'entends le ministre d'État aux Finances (M. Hockin). Le gouvernement annonçait dans son programme électoral que son principal objectif était de réduire le déficit sans augmenter les impôts. Le déficit a augmenté de 80 p. 100 depuis octobre 1984 et représente plus de 25 000 \$ par contribuable. Le gouvernement avait pour programme de réduire le déficit. Le déficit augmente encore au rythme de 77 000 \$ par jour.

M. McKnight: C'est l'intérêt de votre dette, Raymond.

M. Garneau: Quand le gouvernement libéral a perdu le pouvoir, la dette était de 175 milliards de dollars, elle est maintenant de 320 milliards, une augmentation de 80 p. 100 dont